

## CE MONDE QUI BOUGE

Davos,  
parlons-en !

Par Hassane Zerrouky

A lire certains articles de la presse nationale, être invité à Davos (Suisse), rendez-vous annuel de «l'élite économique et politique» mondiale est un gage d'honorabilité. Davos serait une rencontre d'honnêtes gens, d'hommes compétents ayant réussi dans la vie, loin de



toute magouille et de toute corruption. Et une rencontre d'hommes politiques, en général anglo-saxons et français, venant de pays où régneraient la démocratie et la liberté d'expression, ce qui est vrai dans l'absolu. Mais dès lors qu'on s'y intéresse de plus près, les choses sont à mon avis un peu plus compliquées, même si la situation y est meilleure que chez nous. Je m'étonne donc de lire dans certains articles que la non-invitation d'un (ou des) Algérien(s) à Davos équivaudrait à une sorte de punition et qu'en revanche, l'invitation adressée à des personnalités du tiers-monde équivaudrait à la délivrance d'un brevet de bonne gouvernance économique et politique ! Croire cela signifie deux choses : ou bien l'on n'a pas compris ce qu'est Davos ou alors on a très bien compris ce dont il s'agit et de ce fait on adhère à l'esprit de cette rencontre internationale.

Eh bien, je m'inscris en faux contre cette vision des choses. Davos, ce World Economic Forum (Forum économique mondial), créé en 1971, est le lieu de rencontre des grands décideurs capitalistes (n'ayons pas peur du mot) de la planète en matière économique et politique. D'ailleurs, c'est en réaction à l'existence du Forum de Davos que s'est créé le Forum social mondial. C'est dire !

Certes, à Davos, des dirigeants du tiers-monde sont conviés à cette rencontre de riches, mais seulement pour qu'on les écoute et, partant, qu'on les convainque que le néo-libéralisme constitue l'unique planche de salut pour les pays pauvres. Suivre les exemples de Chavez (Venezuela) et d'Evo Morales (Bolivie) ou d'autres dirigeants sud-américains, voire celui de Poutine en matière énergétique, n'est pas recommandable et ne peut conduire qu'à l'échec, est-il affirmé aux interlocuteurs des pays pauvres, le plus souvent des corruptus. Dans ce forum, ces riches se soucient également des conflits mettant en péril la paix mondiale. Ainsi en est-il de l'Irak ou de la Palestine qui figurent à l'ordre du jour de cette manifestation. Mais je défie quiconque de trouver la moindre déclaration émanant de Davos, condamnant l'occupation américaine en Irak ou exigeant le retrait israélien de Cisjordanie et de Gaza et le respect par Israël des résolutions onusiennes !

Ces grands de la planète qui, entre un défilé de mode et des cocktails ou des réceptions, avant de se rendre en 4x4 et Mercedes à leur hôtel tout proche (Davos, c'est petit tout de même !), ont cette année choisi de discuter du réchauffement de la planète. Sans doute est-ce mieux pour eux que de parler de réduction de la pauvreté et de la misère dont les firmes qu'ils dirigent sont responsables.

Car voyez-vous, ce qui compte aux yeux de ces «globals leaders», c'est de s'assurer que l'agenda mondial de libéralisation de l'économie, défini les années précédentes, est bien mis en pratique. Bien sûr, en fin de déjeuner, entre la poire et le fromage, ils consentent à écouter une liste à la Prévert proposée par les pauvres : mesures de réduction de CO<sub>2</sub> pour lutter contre l'effet de serre, taxe sur les billets d'avion pour aider les pays pauvres ou pour financer la lutte contre le sida, propositions qui, une fois le sommet de Davos terminé, passeront par pertes et profits. Il n'empêche, les riches de la planète, que certains de nos journalistes présentent comme le «must» de l'exemple à suivre, ne manquent pas d'imagination.

Dans un an, d'ici le prochain Davos, leurs sherpas — ces hommes qui pensent plus vite que leur ombre — auront tout le temps de concocter un sujet pour occuper l'esprit de certains naïfs ou qui font semblant de l'être. Car, en réalité, en coulisses, ces riches de la planète veillent au grain, à ce que la planète finance ne dérape pas des rails de la rentabilité néo-libérale qui a été tracée.

H. Z.

## LE REGARD DE MOHAMED BENCHICOU

soirmben@yahoo.fr

## On cache la vérité aux Algériens

A sa huitième année de règne, Abdelaziz Bouteflika réalise que la dignité nationale est décidément quelque chose de trop sérieux pour servir de simple slogan de camelot. Subir le visa libyen démolissait déjà ce qui restait de la «*izza oua el karama*» promise sous l'ivresse de la victoire. Imposer Kassaman dans les écoles à l'heure de partir à Cannes assister à un humiliant sommet avec l'ancienne puissante colonisatrice prêtait déjà au burlesque. Voilà que les derniers attentats d'Al-Qaïda en Kabylie nous réveillent à la gravité du handicap : l'Algérie de Bouteflika, déjà incapable de prévoir le pire, s'avère inapte même à le réaliser et encore moins à l'affronter.

Car enfin, ouvrons les yeux : ce ne sont plus «nos fils égarés», mais Al-Qaïda qui frappe sur notre sol et qui le revendique ! C'est-à-dire un terrorisme planétaire, incontrôlable, puissant, indéfinissable, étranger à nos critères d'analyse traditionnels, un terrorisme universel et à qui, avouons-le, le pouvoir a donné le temps de s'installer. Le temps, mais aussi les hommes, relâchés de prison, et même l'argent pour s'équiper.

Les attentats de mardi signent la défaite sanglante d'une politique aveugle, sourde et dérisoire. Huit années de vanité politique, de candeur idéologique et d'incompétence stratégique, encouragées par la bigoterie nationale, les servilités intellectuelles et l'opportunisme politique. Tout était faux : le diagnostic, l'analyse et même la terminologie. Le chef de l'Etat, dans son infinie naïveté, croyait pouvoir traiter ce terrorisme universel par l'émotion patriotique, la miséricorde algérienne, la «réconciliation entre Algériens», le pardon rédempteur accordé aux enfants égarés. Mais ces tuteurs n'avaient rien d'Algérien, M. le président ! Ils obéissent à une foi qui ne se connaît pas de frontières, ni de filiation patriotique, qui échappe à l'époque et aux règles de l'attachement national. Ils ne sont pas aveuglés par la colère, ils ont les yeux ouverts sur leur cause. Ils ne se battent pas pour une justice terrestre, mais pour une purification de l'Algérie. Ils ne cherchent pas votre pardon, mais votre rédemption. Écoutons comment les terroristes qui ont ensanglanté mardi la Kabylie vous regardent : «Etat de voleurs, d'esclaves des juifs et des chrétiens et des enfants de la France.» Regardez comment ils commentent réagir : «Les jeunes musulmans dans le Maghreb islamique sont déterminés à vous abattre et à libérer les terres d'Islam de tout croisé et apostat.» Les hostilités

s'annoncent longues et incertaines. Confortées, «légitimées» presque par ces procès sur la corruption, ce procès interminable où l'on devait juger Khalifa, mais où l'on voit tout le régime à la barre des accusés. Ces images de la dépravation achèvent de donner un sens à cette nouvelle guerre sainte : «Tous pourris !» Qui défendra un pouvoir aussi sali ?

## La guerre reprend un second souffle

On cache la vérité aux Algériens : nous ne sommes plus dans un «conflit fratricide», mais dans une guerre classique entre le Bien et le Mal, impitoyable, planifiée, justifiée par les règles ancestrales de l'Inquisition, une guerre à laquelle nous ne sommes pas préparés. Il va falloir changer de stratégie ou de pouvoir. Les hommes qui nous gouvernent n'ont ni les outils ni la volonté politique pour prendre la mesure du péril annoncé.

La jonction entre le Groupe salafiste et Ben Laden, tournant dans la guerre que livre le terrorisme international à l'Algérie, et pris très au sérieux par les capitales occidentales, a été négligée chez nous, par cupidité politique et par indigence d'esprit.

Faut-il continuer à miser sur l'insupportable arrogance de Yazid Zerhouni pour qui le ralliement du GSPC à Al-Qaïda «n'aura aucune conséquence sur le terrain» et qui, avec un sens inégalable de la galéjade, va jusqu'à évaluer à «une centaine d'hommes» les groupes terroristes qui sévissent en Kabylie ?

On ne sait pas si pour Yazid Zerhouni les huit morts de mardi sont à classer parmi les «conséquences sur le terrain», mais il faut parier sur son génie pour qu'aucun cadavre inopportun ne vienne plus gâcher les statistiques officielles.

Ne parlons pas des boutades de son adjoint, M. Ould Kablia qui, avec la même aptitude à la rodomontade, assura la semaine dernière que l'adhésion du Groupe salafiste à Oussama Ben Laden est «sans signification» et qu'Al-Qaïda Maghreb n'a désormais qu'une nuisance limitée. «Ils pourraient décider de s'attaquer à un étranger ou à ce qu'ils considèrent comme étant leur ennemi, mais ce serait un acte isolé et nous avons pris les dispositions nécessaires pour que cela n'arrive pas.» J'ignore si les victimes retirées des décombres de Si-Mustapha et de Draâ-Ben-Khedda étaient tous canadiens ou néerlandais, mais leurs familles savent désormais qu'elles ont péri dans «un acte isolé» qui ne devait pas se produire puisque M. Ould

Kablia avait pris les «dispositions nécessaires pour que cela n'arrive pas».

Oui, il va falloir dire la vérité aux Algériens. En finir avec les dérobades et avec les formules de M. Jourdain. Les opposants politiques qui succombent à la tentation de l'impatience et affirment que «la paix est revenue» participent au mensonge d'Etat. Il nous suffit des contrevérités de Yazid Zerhouni pour que viennent s'y ajouter celles de démocrates pressés de «pacifier» le pays par la métaphore afin d'y tenir élections.

Pour l'heure, il faudra compter sur l'inquiétude des gouvernements occidentaux pour espérer pallier la passivité et les dissimulations du pouvoir algérien. Pour les services américains et européens, l'Algérie de 2007 pose un sérieux problème d'instabilité et de vulnérabilité au terrorisme islamiste international. On se réjouirait presque que la proximité de l'Europe nous épargne d'être otages de l'arrogance d'un régime dépassé par son époque. Mais cela ne nous exonère en rien de nos devoirs : il va falloir changer de stratégie ou de pouvoir.

## La seconde mort de Moufidi Zakaria

C'est donc la semaine où il obligeait ses potaches à entonner Kassaman que le président algérien accourait à la Croisette pour écouter la France parler à ses anciennes colonies africaines. Comme pour démontrer que les serments, même les plus beaux, sont faits pour être trahis. Parce qu'enfin, à quoi riment ces retrouvailles d'un autre âge où quelques dictateurs africains et deux ou trois nations décharnées papotent avec l'ancien Empire de leur condition d'anciens colonisés ? Et qu'à y faire l'Algérie qu'on supposait affranchie de ces protocoles d'allégeance et qui, nous rebattait-on les oreilles,

attendait de son ancien colonisateur qu'il se repentît de ses crimes ? Décidément, oui, la dignité algérienne, dans la bouche de nos dirigeants, a quelque chose de simple slogan de camelot. Ils n'en mesurent pas la gravité, ils se contentent de l'exhiber en tenue de soirée. Mais alors, comment prétendre l'imposer aux écoliers par l'oukase quand on la bafoue sous leurs yeux ? Kassaman est une promesse faite aux hommes.

Dans l'Algérie d'aujourd'hui, elle devient une promesse non tenue. Et nos gamins le savent. Le sentent. Kassaman est un hymne à l'espoir. Et à la dignité. «Par les foudres qui anéantissent, par les flots de sang pur et sans tache, par les drapeaux flottants qui flottent sur les



hauts djebel orgueilleux et fiers, nous jurons nous être révoltés pour vivre ou pour mourir, et nous avons juré de mourir pour que vive l'Algérie ! Témoinnez ! Témoinnez ! Témoinnez ! Comment espérez-vous, messieurs, faire trembler par décret nos enfants sur ce chant d'orgueil quand un demi-siècle de gabegie et de corruption les pousse aujourd'hui aux portes du consulat de France ? Ah, l'absurdité à vouloir mimer les rites patriotiques américains ! Mais enfin, les enfants américains chantent volontiers The Star-Spangled Banner parce que cet hymne vit avec eux, ils l'assimilent à leurs conquêtes même relatives ou contestables, la démocratie, la liberté et la prospérité. Quelles conquêtes rappelle Kassaman à nos enfants sinon des vies perdues ? Pourtant les deux hymnes ont été écrits pour le même rêve, la liberté. Moufidi Zakaria rassure sa patrie par des mots simples : «Le cri de la patrie monte des champs de bataille, écoutez-le et répondez à l'appel, écrivez-le dans le sang des martyrs et citez-le aux générations futures.»

Francis Scott Key a posé sur la sienne le même regard : «Ô, dis, est-ce que cette bannière parsemée d'étoiles flotte toujours, pardessus la terre des hommes libres, et la patrie des hommes braves ?» Mais qui peut dire que les deux chants ont survécu au temps de la même manière ? Qui peut dire que les deux serments ont été tenus avec la même foi ? Pourtant, il y a dans Kassaman, écrit en 1955 ce qu'il n'y a pas dans The Star-Spangled Banner, rédigé en 1814 : l'odeur encore fraîche du siècle, le cri de la liberté qui résonne encore à nos oreilles. Comment a-t-on fait pour trahir de si jeunes serments quand les Américains, que vous voulez copier messieurs, donnent toujours une seconde vie aux leurs, pourtant vieux de deux siècles ?

Il ne suffit pas de décréter Kassaman, il faut surtout en être digne, messieurs. C'est-à-dire d'abord faire son examen de conscience. Ensuite abolir l'injustice. Enfin, redonner la parole au peuple. C'est à cette seule condition qu'on évitera ces parjures d'Etat qui, d'une façon ou d'une autre, ont fini par tuer une seconde fois Moufidi Zakaria.

M. B.